

# La quête effrénée de nouvelles places d'accueil

► De la recherche de nouveaux centres d'accueil à la mise en place concrète, c'est un peu le football panique à tous les étages en Belgique.  
► Toujours dans l'urgence, les services n'ont

qu'une priorité : donner un toit à chaque demandeur d'asile.  
► De nouveaux appels aux CPAS et aux partenaires associatifs et privés vont être lancés.  
Objectif pour fin 2015 : 36.000 places.

► En attendant, le pré-accueil, lui, menace à nouveau d'être insuffisant, alertent les associations.  
► Et après ? Sur le terrain, dans les centres, les choses se passent plutôt bien. Même si les places « provisoires » menacent de s'éterniser...

## recherche Tous azimuts

**A**u cabinet Francken, les réunions se multiplient. Pour trouver des places d'accueil... mais aussi de pré-accueil. Aujourd'hui, le WTC III, soit le centre qui héberge les migrants avant qu'ils ne se soient enregistrés comme demandeurs d'asile à l'Office des étrangers, sature. « Il y a quelques semaines, il n'y avait plus beaucoup de migrants par nuit, explique Nancy Ferroni, porte-parole de la Croix-Rouge. L'Office des étrangers a, depuis, réduit ses capacités d'enregistrement de 250 à 150 dossiers par jour. Le taux d'occupation du WTC est reparti à la hausse. Aujourd'hui, nous sommes complets ! Nous devons trouver une solution d'évergore si on veut éviter un nouveau parc Maximilien ! »

Dans la nuit de lundi à mardi, 93 personnes ont dû être logées en urgence par la Plate-forme citoyenne et d'autres ONG dans des auberges de jeunesse, tandis qu'une trentaine de candidats réfugiés a passé la nuit à la gare du Nord. Au cabinet Francken, on confirme « étudier la situation », mais on affirme n'avoir encore pris aucune décision.

Le secrétaire d'Etat N-VA doit par ailleurs trouver, au plus vite, des milliers de places d'accueil. Devant l'urgence d'offrir un toit à tout nouveau candidat réfugié, le gouvernement fédéral envisage toutes les possibilités. Comment s'y prendre ? Tout d'abord, « la Régie des bâtiments et la Défense sont des interlocuteurs de choix », explique Benoît Mansy, responsable communication de Fedasil. Le réseau de partenaires habituels est évidemment sollicité (la Croix-Rouge, la Rode Kruis, etc.) ainsi que les CPAS et les communes - au dernier comptage, voici dix jours, 242 communes s'étaient portées volontaires pour accueillir des demandeurs d'asile.

Ce volontariat a permis de créer 7.400 places en ÎLA (initiatives locales d'accueil) ; une nou-

velle réunion est programmée mardi prochain avec Theo Francken, Willy Borsus et les représentants des CPAS. Objectif : relancer un appel pour atteindre les 10.000 places. A ce stade, le gouvernement fédéral mise davantage sur le volontariat que sur la coercition, via un plan de répartition (obligatoire) qui peine à se concrétiser.

Face à l'épuisement de ces ressources ordinaires, Fedasil a récemment lancé deux marchés publics, ouvrant l'accueil des réfugiés à des sociétés privées. De ces appels d'offres, six nouveaux centres sont nés, gérés par des entreprises privées.

### Cahier des charges précis

Senior assist, un groupe de maisons de repos, met à disposition des anciens homes à Walcourt, Berchem Sainte-Agathe et Binche. La société de sécurité GAS a ouvert des centres à Turnhout et à Retie, tandis que Bridge Stock, une entreprise irlandaise, organisera un centre à Mouscron sous peu. Un nouveau marché public sera lancé cette semaine. Objectif : 1.500 places. Si le secteur privé fait son entrée dans l'accueil, ce n'est pas à n'importe quelles conditions. Un cahier des charges précis gouverne les décisions de retenir tel ou tel partenaire : qualité des infrastructures, gîte, couverts, accompagnement social et médical...

Mais ces pistes s'épuisent, elles aussi, et les candidats réfugiés, eux, continuent d'arriver. 1.500 places d'urgence sont alors créées, censées être temporaires, avant que des places dans de « vrais » centres ne se libèrent. Les unités mobiles installées en août dans certains centres perdurent. Tandis que des auberges de jeunesse, des campings ou des centres de séminaires voient à leur tour transiter des demandeurs. ■

ELODIE BLOGIE  
et VÉRONIQUE LAMQUIN

## mise en place « Toujours dans l'urgence, jusque quand ? »

Le bâtiment repéré par Fedasil et sa gestion confiée à l'un des partenaires (Fedasil lui-même, la Croix-Rouge ou la Rode Kruis, principalement), la mise en place s'opère dans une course effrénée, voire désordonnée. Fedasil ne parvient plus à suivre et vient de conclure un partenariat avec l'armée qui devrait prendre en charge la gestion des premiers jours à la caserne d'Arlon.

« Si Fedasil prépare l'ouverture d'un nouveau centre, on ne peut pas en même temps augmenter nos capacités dans les centres existants, explique Benoît Mansy. A Arlon, c'est donc l'armée qui va nous offrir son aide pour répondre aux premiers besoins en lits, nourriture, etc. » Sans oublier que selon

les bâtiments, les travaux d'aménagement peuvent prendre jusqu'à douze semaines. « A Saint-Ode, par exemple, nous avons investi un ancien hôpital, explique Nancy Ferroni, porte-parole de la Croix-Rouge. Nous avons d'abord dû entièrement le vider de tout ce qui y était resté, puis l'aménager. Et il existe une autre aile, dans laquelle nous devons faire de gros travaux. Nous allons également gérer une caserne à Belgrade, à Namur. Or, il s'agit d'un immense hangar, avec des plafonds énormes. Nous avons dû installer des tentes, pour créer quelque chose d'un peu accueillant. »

Dans de telles circonstances, les conditions d'accueil en pâtissent : « Nous offrons le même service

qu'ailleurs, mais ce n'est forcément pas le même confort, admet la porte-parole de la Croix-Rouge. Nous n'avons pas toujours l'espace pour proposer des cours de français, du sport, comme dans des centres structurels. Nous sommes vraiment encore dans l'urgence... Cela fait déjà trois mois et nous ne savons pas combien de temps encore cela va durer. »

### « D'abord de l'humanitaire ! »

Dans l'urgence toujours, les précautions qui prévalent pour

parer la commune ou les riverains à l'arrivée de migrants ne sont pas toujours prises : « Nous ne sommes pas dans une concertation idéale avec les communes, reconnaît le porte-parole de Fedasil.

Mais à l'heure actuelle, on fait d'abord de l'humanitaire ! » Une précipitation qui ne plaît pas toujours aux bourgmestres des communes en question, prévenus en dernière minute, voire avertis par la presse... C'est ce que déplorait déjà Paul-Olivier Delannois, bourgmestre faisant fonction (PS) de Tournai en août. « A l'époque, Theo Francken m'avait annoncé par téléphone, la veille de la déci-

sion, que 700 réfugiés arriveraient chez nous, ils étaient 530. C'était le flou artistique. Quelques semaines après, j'ai reçu un mail me demandant si j'étais informé que la capacité allait passer à 680. Non ! Si on veut que ça se passe bien, sur le terrain, ce n'est pas comme ça qu'il faut procéder. »

Un avis partagé par Alfred Gadenne, bourgmestre (CDH) de Mouscron, où devraient s'installer 600 réfugiés dans une ancienne clinique. « Nous n'avons pas eu le moindre contact préalable ! Nous avons reçu un mail de Fedasil deux heures après que la presse eut

annoncé l'information. Ni le propriétaire privé des lieux, ni le gouvernement fédéral ne m'ont contacté. C'est très mauvais. Et cela suscite des réactions négatives d'une partie de la population. » Une manifestation hostile à la présence des réfugiés aura d'ailleurs lieu samedi, à Mouscron. « Mais, heureusement, des associations se mobilisent pour soutenir les réfugiés », conclut Alfred Gadenne. ■

E.B.L. et V.La.

### L'implantation des centres d'accueil pour demandeurs d'asile

Nombre de places par centre d'accueil

La capacité totale du réseau d'accueil est de **27.000** personnes

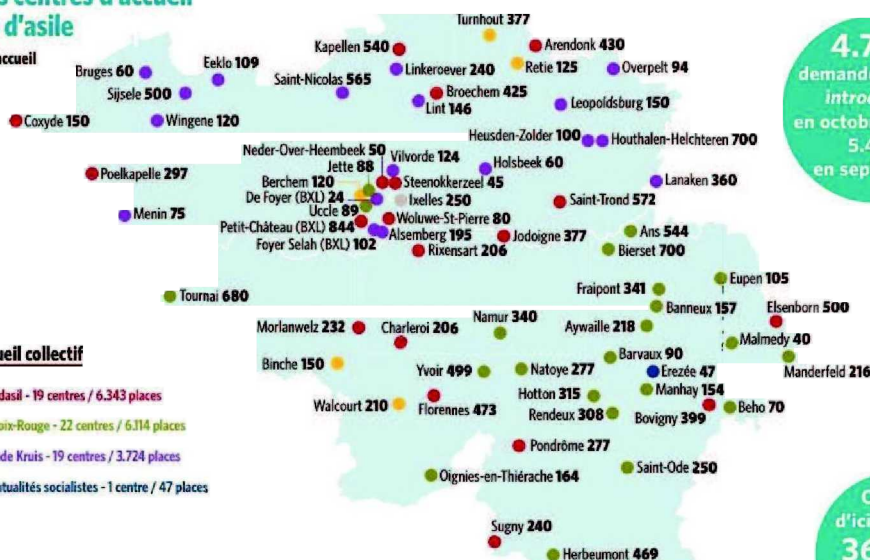
**4.760** demandes d'asile introduites en octobre, contre **5.472** en septembre

#### Accueil collectif

- Fedasil - 19 centres / 6.343 places
- Croix-Rouge - 22 centres / 6.114 places
- Rode Kruis - 19 centres / 3.724 places
- Mutualités socialistes - 1 centre / 47 places

Le taux d'occupation des centres d'accueil est actuellement de **97%**

Objectif d'ici fin 2015 : **36.000** places d'accueil



# gestion

## Peu ou pas d'incidents

En réalité, une fois les premières craintes dissipées et l'organisation du centre rodée, les choses se passent globalement... bien. Peu d'incidents sont recensés, si l'on excepte une bagarre générale ayant mêlé une soixantaine de demandeurs d'asile au centre d'Arendonk ce mardi. Un banal incident lors du repas de midi aurait dégénéré.

« En gros, cela se passe jusqu'ici très bien », affirme Paul-Olivier Delannois (Tournai). Philippe Dodrimont, bourgmestre (MR) d'Aywaille ne dit pas autre chose. Sa commune accueille, depuis 1998, 240 demandeurs d'asile dans un ancien centre de vacances des mutualités chrétiennes, dans le village de Sedoz : « Au début, les habitants ont fait part de leur inquiétude, notamment lorsque les enfants des demandeurs d'asile ont envahi la cour de récréation de l'école communale, se souvient le bourgmestre. Mais tout est très vite rentré dans l'ordre, et puis d'anciens écoliers de Sedoz ont suivi des parcours universitaires, c'est notre fierté. Au bout du compte, le bilan est très positif, l'expérience très enrichissante pour tout le monde. Même si aujourd'hui, les candidats réfugiés restent chez nous moins longtemps et qu'il devient plus difficile de créer des liens. »

« Au début, il faut mettre les gens en confiance, confirme Nancy Ferroni, de la Croix-Rouge. Un peu partout, des collectifs citoyens se mettent en place spontanément. Et les autres riverains se rendent vite compte, après quelques mois, que la criminalité n'augmente pas et que tout se passe bien. »

Reste que les places « temporaires » pourraient bien s'éterniser. Caritas International qui, jusqu'ici, s'occupait davantage de l'hébergement en logements individuels, a depuis quelque temps pris en charge l'accompagnement des demandeurs d'asile dans des centres « de transit », comme des campings ou des auberges de jeunesse : « Dans l'urgence, nous avons logé 650 personnes dans trois campings en Ardennes, explique Johanna Vanraes, porte-parole de l'association. Deux de ces campings ont déjà été évacués et

les candidats réfugiés transférés dans de nouveaux centres.

Mi-novembre, nous espérons encore ouvrir un autre centre pour évacuer le

dernier camping, qui

n'est pas équipé pour l'hiver. » A la Croix-Rouge, on se montre cependant plus sceptique, comme l'exprime Nancy Ferroni, porte-parole : « Idéalement, les places d'urgence, comme dans le hangar de Belgrade, les demandeurs d'asile ne devraient qu'y passer, en attendant que d'autres places dans des centres structurels se libèrent. Sauf qu'actuellement, elles ne se libèrent pas, ces places ! »

E. BL., E.D. ET V.L.A.

# les Balkans Face à l'afflux de réfugiés, la Grèce peine encore, la Slovénie s'en sort mieux

Les photos prises ces derniers jours le long de la route des Balkans occidentaux – la principale voie d'entrée des réfugiés en Europe – font état de femmes, d'enfants et d'hommes emmitouffés, capuchons relevés sur la tête. Ils sont souvent enveloppés dans des couvertures grises – le modèle fourni par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR). Parfois dans des couvertures de survie dorées.

Alors que le froid gagne petit à petit l'Europe et que l'hiver est bientôt là, les arrivées de réfugiés ne diminuent pas sur les îles grecques. Avant d'entrer dans l'espace Schengen, les migrants traversent les pays des Balkans, où l'accueil s'est un peu amélioré depuis le mois dernier.

**1 En Grèce.** Aurélie Ponthieu, spécialiste des migrations pour Médecins sans frontières (MSF), était récemment à Lesbos, l'une des îles grecques où arrivent les réfugiés de Turquie. « La situation est dramatique, explique-t-elle. Des gens arrivent constamment et les conditions de navigation sont de plus en plus difficiles. Il y a souvent un problème avec le bateau, ils sont donc trempés. Dès leur arrivée, il faut veiller à éviter les hypothermies. Ce ne sont pas seulement les conditions d'accueil qui sont difficiles, désormais – bien que la capacité d'accueil reste insuffisante. Les réfugiés sont enregistrés de façon chaotique. Ils dorment dans des tentes qui ne sont pas équipées

pour l'hiver. Nous sommes de plus en plus inquiets. »

Du 30 octobre au 2 novembre, environ 28.000 réfugiés sont arrivés en Grèce. Si le nombre d'arrivées varie de jour en jour (parfois 10.000 réfugiés, parfois 4.000, suivant la météo et les dates de départs de ferries pour Athènes depuis les îles), elles sont en moyenne constantes, et similaires au mois dernier.

Un élément va maintenant (légèrement) changer la donne en Grèce : ce mercredi commence le programme de relocalisation des réfugiés, durement négocié entre les États membres de l'UE. Trente demandeurs d'asile, enregistrés en Grèce, vont ainsi être amenés en avion au Luxembourg, où leur dossier sera dorénavant traité.

**2 En Serbie.** Après Lesbos, Aurélie Ponthieu s'est rendue en Serbie, où elle se trouve encore pour le moment. « Je reviens de Presevo, la porte d'entrée entre la Serbie et la Macédoine, nous disait-elle hier. La capacité d'enregistrement a augmenté à cet endroit ces dernières semaines. Les réfugiés font la queue moins longtemps pour obtenir le laissez-passer. Mais ils sont tellement nombreux qu'ils doivent attendre dehors avant de rentrer dans le centre. Les structures ne sont pas suffisantes pour l'hiver. Les réfugiés sont exposés au froid et à la pluie. La nuit, les températures tournent autour de zéro degré. Ensuite, avec leur laissez-passer, ils prennent un bus (privé et

payant) pour la frontière croate. Les bus sont très nombreux, c'est impressionnant. »

Il n'y a presque plus de réfugiés qui passent par Belgrade, contrairement au mois de septembre, où ils étaient des centaines à dormir dans le parc du centre-ville. Autre constat : très peu de réfugiés tentent d'entrer dans l'UE par la Hongrie, qui a barricadé sa frontière en septembre et a adopté des lois anti-migrants dans la foulée.

**3 En Croatie.** Ce mardi, un grand centre d'accueil a été inauguré à Slavonski Brod (à la frontière serbe), dans un ancien dépôt industriel. Ce centre est adapté aux conditions hivernales. Il est prévu pour 5.000 personnes. Mardi, 1.000 réfugiés y ont été amenés en train.

**4 En Slovénie.** Antoine Gauge, également de MSF, coordinateur régional pour les réfugiés, est actuellement en mission en Slovénie : « Les arrivées sont encore assez importantes en Slovénie. Entre 8.000 et 9.000 par jour. Mais la situation a changé par rapport à il y a quinze jours. Avant, la capacité d'absorption de la Slovénie était de 2.500 personnes par jour. Maintenant, elle est à 10.000. La coordination s'est aussi améliorée entre les pays de la région. Il y a peu, les réfugiés devaient passer la frontière entre la Croatie et la Slovénie à pied. Maintenant, les trains croates viennent jusqu'en Slovénie, et les réfugiés changent de train dans la gare

slovène. Même si, pour la petite histoire, c'est une locomotive slovène qui va chercher les wagons croates en Croatie... La Slovénie a une approche assez humaine, je dirais, bien qu'il y ait quelques endroits où les réfugiés sont encore parqués comme du bétail. Mais l'aide humanitaire n'est pas à la hauteur des besoins. La plupart de l'aide est donnée en Grèce. Après, les réfugiés suivent une route très cadrée, très policée jusqu'en Autriche. »

Si la Slovénie est mieux organisée qu'il y a quelques semaines, Antoine Gauge estime que l'on ne peut pas faire « comme si ça fonctionnait ». « Les risques d'embouteillages sont assez élevés, indique-t-il. Si un pays (l'Allemagne, l'Autriche) ferme sa frontière, il y aura un jeu de domino. On n'est pas non plus à l'abri d'une augmentation soudaine du nombre d'arrivées en Grèce. Beaucoup de signaux indiquent que la situation est encore très fragile. »

Ce mardi, la Commission européenne a annoncé le déblocage de 2 millions d'euros pour soutenir le Haut-Commissariat pour les réfugiés dans ses opérations dans les Balkans occidentaux (pour des vêtements chauds, des abris temporaires...). Donald Tusk, le président du Conseil européen, a quant à lui annoncé mardi la tenue d'une réunion informelle entre les chefs d'État et de gouvernement de l'UE sur la crise des réfugiés le 12 novembre. ■

CATHERINE JOIE

## LE PROFIL DES RÉFUGIÉS

### Davantage de familles et donc davantage d'enfants

Antoine Gauge (MSF) a remarqué « un changement dans le profil des réfugiés » qui remontent la route des Balkans. Il constate qu'il y a plus de familles que le mois dernier, donc plus d'enfants, mais aussi plus de personnes avec un handicap. Selon lui, certaines d'entre elles rejoignent un proche déjà arrivé en Europe ; d'autres ont voulu prendre la route avant que l'hiver arrive. L'intensification des combats en Syrie les aurait aussi poussées à fuir au plus vite.

« On s'attendait à un changement de profil pendant l'automne, mais dans l'autre sens : de jeunes hommes, des hommes seuls, pas des familles, ajoute Aurélie Ponthieu (MSF). Mais les réfugiés nous disent qu'ils ont entendu que les frontières allaient fermer, et que c'était maintenant ou jamais. Du coup, des personnes vulnérables ont pris la route, alors que dans d'autres circonstances, elles auraient peut-être attendu. »